

L'Ontario décide d'un moratoire de deux ans sur les nouvelles activités d'embouteillage d'eau

Dossier de la rédaction de H2o
January 2017

Dans le cadre de la protection des ressources souterraines de la province, l'Ontario décide d'un moratoire de deux ans sur les activités d'embouteillage.

Prenant effet le 16 décembre, le moratoire interdit aux nouvelles installations d'embouteillage de prélever de l'eau souterraine, et interdit aux installations existantes d'augmenter leur prélèvement d'eaux souterraines ou leur analyse pour des sources d'eaux souterraines futures. Pendant que le moratoire est en place, l'Ontario planifie également de renforcer davantage la protection de l'eau souterraine en : entreprenant des recherches supplémentaires pour avoir une meilleure compréhension de l'eau souterraine ; examinant de quelle façon la tarification et d'autres outils pourraient aider à gérer et protéger les ressources en eau ; révisant les règles existantes pour les embouteilleurs d'eau afin d'assurer une protection de l'eau à long terme, y compris en tenant compte des impacts du changement climatique et de la demande future sur les sources d'eau ; consultant les communautés, l'industrie et les partenaires autochtones à propos des changements aux pratiques de gestion de l'eau souterraine avant qu'ils soient mis en œuvre. Le moratoire s'applique à tous les établissements d'embouteillage d'eau qui doivent avoir un permis en vertu de la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario. Cela concerne les installations prélevant plus de 50 000 litres d'eau par jour. Le moratoire a été proposé et publié en octobre afin d'obtenir les commentaires du public sur le Registre environnemental de la province, où plus de 20 000 commentaires du public ont été reçus. Le moratoire restera en vigueur jusqu'au 1er janvier 2019.

"L'eau est une ressource vitale - une ressource qui est essentielle à la santé et l'intégrité de nos écosystèmes et de nos collectivités. Nous devons nous assurer que l'eau est protégée pour les générations futures, et ce moratoire est une étape importante pour assurer sa viabilité", a déclaré Glen R. Murray, ministre de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique.

Gouvernement Ontario